

Des universitaires contre la coopération scientifique avec Israël

14.12.2017

Categories: Boycott académique



Dans le cadre de Horizon 2000, le programme de recherche financé par l'UE, la faculté de droit de l'université de Louvain collabore à ce qu'on appelle le projet *Law Train*. [Il s'agit d'une recherche sur les techniques d'interrogatoire qui est dirigée par l'Université israélienne de Bar Ilan](#). La police israélienne elle aussi participe à ce projet Law Train.

Le projet *Law Train* est financé par l'Union européenne, coordonné par l'Université israélienne de Bar Ilan et il inclut la participation, pour Israël, du ministère de la Sécurité publique et de la Police nationale, pour le Portugal, du ministère de la Justice et de la Police judiciaire, pour l'Espagne, du ministère de l'Intérieur et de la Guardia Civil, pour la Belgique, du Service public fédéral de la Justice, ainsi que d'un certain nombre de sociétés privées et d'institutions de recherche. Ce projet entend développer une méthodologie unifiée d'interrogatoires policiers.

En raison des violations permanentes par Israël des lois internationales, la coopération avec le ministère israélien de la Sécurité publique et la Police nationale israélienne est inacceptable sur le plan de l'éthique et constitue une violation des responsabilités des Hautes Parties contractantes de la Quatrième Convention de Genève. De plus, le ministère est responsable des effectifs policiers et carcéraux israéliens qui, à de très

nombreuses reprises, ont été dénoncés par les Nations unies , l'Union européenne et de nombreuses organisations des droits de l'homme pour leur recours à la torture, au racisme et à d'autres pratiques illégales, dégradantes et inhumaines dans leurs techniques d'interrogatoire.

En outre, l'Université israélienne de Bar Ilan, qui coordonnera le projet, fait partie intégrante du complexe militaro-industriel et scientifique soutenant le régime israélien d'occupation et de répression. Il est directement associé à la politique illégale d'Israël. En son Collège de Zefat, Bar Ilan gère un programme académique exclusivement consacré à la formation des membres des Services généraux de la sécurité d'Israël. C'est une organisation tristement réputée pour son recours à la torture et à une pléthore d'autres pratiques de viol des droits de l'homme. Bar Ilan a également fondé le premier collège installé dans une colonie illégale. Et, qui plus est, à l'instar de toutes les universités israéliennes, Bar Ilan applique des mesures discriminatoires à l'encontre des étudiants palestiniens.

Le projet Law Train légitime de facto l'occupation et le système répressif israéliens, de même que ses violations quotidiennes des droits fondamentaux de l'homme. L'Université catholique de Louvain a été chargée de la préparation du « Rapport sur le cadre juridique » du projet. En acceptant cette tâche, l'Université de Louvain justifiait de fait le système répressif israélien.

Pour d'autres informations sur ce retrait de l'université de Louvain, nous vous invitons à lire l'article de [BDS mouvement net](#) (en anglais).